

Les députés de mon parti présents ici ce soir et les députés du Crédit social qui siègent en face sont là parce que les vieux partis ne sont pas parvenus à régler les problèmes au cours des trente dernières années.

Des voix: Oh!

M. Breau: Est-ce que vous n'existez que pour vous opposer à nous?

M. Rose: Nous nous moquons pas mal de votre réaction.

L'Orateur suppléant (M. Scott (Victoria-Haliburton)): A l'ordre. Le député devrait avoir l'obligeance de continuer son discours.

M. Rose: Merci, monsieur l'Orateur, pour votre intervention et votre protection, mais je suis habitué aux sifflements. Je sais qu'au moins il y a un parti là-bas qui a des principes. Je ne les partage pas mais au moins il en a.

● (2110)

Je n'aime pas ceux d'en face qui cherchent à tout prix à plaire à l'opinion publique. De quel côté se pencheront-ils après? Quand ils ont senti un mouvement en faveur de l'austérité, ils sont passés à droite. Quelque dix années auparavant, quand ils croyaient à la mode: une nouvelle éthique, des politiques ou la contre-culture, ils étaient passés à gauche. Où iront-ils à présent? Ils s'assièront entre deux chaises. Ils auront des échardes. C'est ce qui va se produire.

Le troisième point que je tiens à soulever . . .

M. Kempling: Où sont passés les deux premiers points?

M. Rose: Je reprends mes deux premiers points. Je sais que le whip du gouvernement a de la difficulté à se concentrer. Ainsi, pour sa propre gouverne, je vais répéter ce que je viens de dire. Le gouvernement a l'intention de réduire les prestations d'assurance-chômage. Il était contre le principe. Il a également l'intention d'augmenter les taux d'intérêts. Il était également contre cela. Il veut couper les programmes à court terme, dont Canada au travail, programme conçu à l'intention des personnes qui ont besoin de travailler cet hiver; il veut pratiquer ces coupures en dépit du fait que le taux de chômage soit plus élevé que jamais dans presque toutes les municipalités. Plus particulièrement, le centre du Canada, le Québec et les Maritimes, et notamment certaines circonscriptions dans les Maritimes connaissent un taux de chômage élevé.

Le gouvernement vient de nous présenter un projet de loi visant à lui remettre d'emprunter 7 milliards de dollars pour «travaux publics et à des fins générales». Il suffit de lire le projet de loi. On ne nous dit pas quels sont ces travaux publics ni ces fins générales auxquels on fait allusion dans le projet de loi. La chose a été délibérément laissée dans le vague. Je présume qu'il cherche, pour la durée de cette législature—ou du moins pour cette session—à nous dévoiler ces travaux publics, un à un, et nous épater ainsi. C'est vraiment la boîte à surprise.

Mon collègue le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow), a dit que le gouvernement croyait au déficit budgétaire et qu'il avait l'intention d'emprunter jusqu'à 7 milliards de dollars. Nous ne savons pas à quelles fins générales ces sommes serviront, et nous ne savons pas non plus pour quelles raisons le Canada doit les emprunter en ce moment. Je n'ai malheureusement pas pu entendre les raisons justifiant cet emprunt, mais j'imagine que c'était à des fins nobles. Avant de passer au deuxième point, c'est-à-dire à la façon dont ces sommes seront

Pouvoir d'emprunt

dépensées, permettez-moi de reprendre le premier argument et de vous présenter le troisième.

La réponse du gouvernement à ma première question est d'augmenter le déficit budgétaire et d'emprunter 7 milliards de dollars pour compenser ce déficit que nous devons à la prodigalité du gouvernement précédent, qui aimait dépenser à tort et à travers. Le couplet n'est pas mauvais, ils rejettent sur le gouvernement précédent la responsabilité de tous leurs malheurs financiers. Le premier ministre Bennett de la Colombie-Britannique et le premier ministre Lyon du Manitoba ne se sont pas privés de l'utiliser, ce qui prouve que le refrain n'est pas mauvais. Je prévois que le ministre va nous le chanter de plus en plus souvent, à l'exemple du ministre des Finances qui nous l'a servi plusieurs fois.

Voici à peu près le raisonnement du gouvernement, en termes tout ce qu'il y a de copain, copain: «Les amis, nous n'avons jamais voulu être méchants. Nous n'avons pas voulu vous faire de mal. Nous compatissons avec vous, parce que tout cela c'est la faute du gouvernement que vous aviez élu avant. Mais vous en demandez trop, les amis. Vous en demandez trop à l'économie, vous n'y en remettez pas assez, alors il va falloir se serrer la ceinture pour que notre gouvernement prenne les grands moyens afin de sauver notre système».

Que le gouvernement prenne les grands moyens. Je pense que c'est vrai. Il est important pour la survie de notre système. Pour qu'il puisse survivre nous devons réduire les services médicaux. Nous devons réduire les ressources humaines. Nous devons réduire les garderies de jour. Nous devons supprimer le programme de déjeuner dans les garderies de la Colombie-Britannique et nous devons éliminer le programme d'extension des services de Main-d'œuvre Canada. Et comme moins d'argent est affecté aux universités par l'entremise des provinces, nous devons réduire les sommes affectées à l'enseignement. Pourquoi prenons-nous toutes ces mesures? Nous le faisons pour que le système puisse survivre. On nous dit, bien sûr, que c'est pour notre bien. Je voudrais maintenant que l'on examine ce système que nous nous efforçons de préserver. C'est un système qui accorde des privilèges spéciaux aux classes favorisées de la société canadienne.

Une voix: Comme Bill Kempling?

M. Rose: Eh bien, je ne voudrais pas pousser la grossièreté au point de nommer un député d'en face.

Quoi qu'il en soit, certaines tranches de la société survivront certainement parce qu'elles bénéficient de privilèges. Notre système survit à l'avantage des plus cupides, entre autres les sociétés pétrolières et gazières, les compagnies minières et les banques. Permettez-moi de citer quelques exemples.

Grâce à des défalcatons extraordinaires, la compagnie Dome Petroleum n'a pas payé d'impôt depuis dix ans. C'est pourquoi nous devons emprunter. C'est pourquoi on a dû imposer lourdement les salariés à revenus faibles et moyens. C'est pourquoi nous ne pouvons leur accorder la réduction d'impôt de deux milliards de dollars que le premier ministre (M. Clark) leur a promise au cours de la campagne électorale. C'est parce que nous consentons rapidement des défalcatons, des allocations de dépréciation et des amortissements de 100 et de 150 p. 100 à certains secteurs de notre économie.